

(1)
(N° 160)

Chambre des Représentants.

SEANCE DU 12 MARS 1920.

Projet de loi portant augmentation des traitements des membres
de l'ordre judiciaire.

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS,

La loi du 15 novembre 1918 réglant à nouveau les traitements des membres de l'ordre judiciaire, a été votée par les Chambres législatives en 1913 et 1914, alors que l'on pouvait s'attendre à l'abaissement plutôt qu'à la hausse du prix des choses nécessaires à l'existence. Depuis lors le Gouvernement a dû, par deux fois, en 1919, augmenter les traitements des fonctionnaires et employés de l'ordre administratif pour les mettre en rapport avec le coût de l'existence. La nécessité de prendre des mesures analogues au profit des membres de l'ordre judiciaire apparaît évidente aux yeux de tous.

Le Gouvernement a chargé une Commission, composée de magistrats, de greffiers et de fonctionnaires, d'examiner et de proposer les modifications qu'il y aurait lieu d'apporter au barème des traitements des membres de l'ordre judiciaire. Celle-ci, après une étude approfondie de la situation, a conclu au doublement des traitements. Elle estime que cette mesure sera à peine suffisante pour donner aux membres de l'ordre judiciaire les ressources nécessaires à une existence en rapport avec leur situation sociale. Cette mesure lui apparaît aussi comme indispensable pour décider les hommes de valeur à accepter les fonctions judiciaires. M. Ernst, premier président de la Cour d'appel de Bruxelles, a insisté encore sur ce point dans l'allocution qu'il a adressée à ses collègues le jour de son installation dans ses fonctions.

Parlant des conditions du bon recrutement des magistrats, il disait :

« A moins d'être favorisé des dons de la fortune, — or la magistrature »
» ne doit pas être l'apanage d'une seule classe, — quel est l'homme supé-
» rieur, conscient de sa valeur et de sa force, qui consentira à accepter
» des fonctions qui doivent lui donner dans le pays un rang important,
» sans être assuré de recevoir de lui un traitement le mettant à l'abri de
» toute compromission fâcheuse, de toute infériorité ? »

Les circonstances économiques dans lesquelles se trouve le pays justifient la proposition de la Commission de doubler les traitements des magistrats. Cette mesure ira au delà du barème général des augmentations des traitements établi pour les fonctionnaires et employés de l'ordre administratif, barème augmentant de 100 à 200 % les traitements de 4,500 francs et moins, et d'une quotité variant de 94 à 50 % les traitements de 5,000 à 16,000 francs.

Cette différence se justifie par la nature même des fonctions exercées par la magistrature. L'ordre judiciaire constitue un des grands pouvoirs de l'État. Il a une autorité et une responsabilité que n'ont pas les fonctionnaires de l'ordre administratif. A cette autorité et à cette responsabilité doivent correspondre des traitements assez élevés pour que des hommes de valeur, qui doivent vivre de leur travail, se décident à en assumer la charge.

Les mêmes considérations n'existent pas pour ce qui concerne les greffiers et les greffiers adjoints, qui assistent le juge dans ses fonctions. Leur assimilation aux fonctionnaires de l'ordre administratif s'impose.

Les traitements de la plupart des greffiers et des greffiers adjoints, tels qu'ils sont établis dans la loi du 15 novembre 1918, sont inférieurs à 4,500 francs et dès lors le doublement des traitements ne donnerait pas aux intéressés des augmentations aussi fortes que celles que le Gouvernement a reconnues nécessaires pour les fonctionnaires et les employés de l'ordre administratif. D'autre part, il procurerait aux greffiers dont les traitements sont actuellement supérieurs à 5,000 francs des augmentations plus considérables que celles allouées aux fonctionnaires de l'ordre administratif dont le travail ne le cède certes pas en importance à celui des greffiers. Dans ces conditions il convient d'appliquer aux greffiers et greffiers adjoints le barème des augmentations tel qu'il a été établi pour les fonctionnaires et les employés de l'ordre administratif.

Tel est l'esprit dans lequel est rédigé le projet de loi que, sur les ordres du Roi, j'ai l'honneur de soumettre à vos délibérations.

La partie fixe des traitements des magistrats indiquée dans l'article 1^{er} du projet représente le double des sommes mentionnées dans l'article correspondant de la loi du 15 novembre 1918. Toutefois, les traitements du premier président de la Cour de cassation et du procureur général près ladite Cour sont fixés à 35,000 francs au lieu de 36,000 francs, afin de ne

pas les porter à une somme dépassant les traitements des mêmes magistrats à la Cour de cassation de France. Pour une raison analogue, le traitement des conseillers est fixé à 25,000 francs au lieu de 26,000 francs ; celui des avocats généraux est réduit à 27,000 francs au lieu de 28,000, afin qu'il ne s'éloigne pas trop de celui des conseillers.

La partie fixe des traitements des premiers présidents des Cours d'appel et des procureurs généraux près lesdites Cours est de 25,000 francs au lieu de 26,000 francs, afin de ne pas dépasser les traitements des conseillers à la Cour de cassation.

D'autre part, l'article 2 du projet de loi porte les accroissements périodiques des traitements des magistrats de 300 à 400 francs tous les quatre ans, ce qui équivaut à une augmentation de 33 % de cette partie des traitements. De l'ensemble de ces dispositions, il résulte que les traitements des magistrats de nos Cours de cassation et d'appel seront plus élevés qu'en France. Dans les Cours d'appel, les premiers présidents et les procureurs généraux auront des traitements supérieurs à ceux de leurs collègues à la Cour de Lyon et presque égaux à ceux des mêmes magistrats à la Cour de Paris. Les traitements des présidents de Chambre, des avocats généraux et des conseillers de nos Cours d'appel dépasseront de 3,000 et de 2,000 francs environ ceux de leurs collègues à la Cour de Paris.

Quant aux magistrats de nos tribunaux de première instance, leur position deviendra meilleure que celle de leurs collègues des tribunaux de France et cela dans une large mesure. Dans nos tribunaux de troisième classe, les présidents et les procureurs du Roi auront le plus souvent des traitements égaux, si pas supérieurs, et les juges et les substituts des traitements toujours égaux ou supérieurs à ceux de leurs collègues de première classe en France.

La Commission, instituée pour examiner les questions que soulève le relèvement des traitements des membres de l'ordre judiciaire, a émis l'avis qu'il n'y a pas lieu d'augmenter les suppléments des traitements alloués aux juges des enfants et aux juges d'instruction. Cependant, dans un but d'harmonie, le projet de loi relève légèrement quelques suppléments alloués à ces magistrats dans les tribunaux de première instance de seconde et de troisième classe.

Les traitements portés dans l'article 1^{er} du projet de loi pour les greffiers et les greffiers adjoints comportent les augmentations résultant de l'application du barème général établi par le Gouvernement pour les fonctionnaires et employés de l'ordre administratif. C'est également par application de ce barème que l'article 2 du projet dispose que les augmentations périodiques des traitements des greffiers sont portées de 300 à 400 francs tous les quatre ans. Cette disposition augmente cette partie de la rémunération des greffiers de 33 %, tandis que la partie des traitements des fonctionnaires excédant 4,000 francs ne sera majorée que de 30 %. Ainsi les greffiers seront plutôt avantagés. Il est vrai que cette augmentation sera insuffisante pour les greffiers et greffiers adjoints dont le

traitement n'atteint pas 4,000 francs; pour eux, les premières augmentations périodiques devraient être de 310 et 450 francs. Afin de compenser cette différence, les traitements inférieurs à 4,000 francs sont, dans l'article 1^{er}, majorés au delà du barème général des augmentations. Ainsi les intérêts de tous seront sauvegardés.

Déjà dans l'article 1^{er} du projet de loi les référendaires et référendaires adjoints des tribunaux de commerce sont assimilés aux magistrats en ce qui concerne le doublement de la partie fixe de leurs traitements. L'article 3 du projet de loi complète leur assimilation aux magistrats en ce qui concerne les augmentations périodiques.

A l'avenir, le référendaire devenu magistrat pourra compter pour l'accroissement de son traitement de magistrat le temps qu'il aura passé dans les fonctions de référendaire ou référendaire adjoint. Il en sera de même du magistrat qui deviendra référendaire, il pourra compter pour l'augmentation de son traitement de référendaire le temps passé dans la magistrature.

La disposition nouvelle ne fera pas obstacle à ce que les référendaires et les référendaires adjoints continuent à compter, pour les accroissements périodiques de leurs traitements, le temps qu'ils ont passé dans les fonctions de greffier ou de greffier adjoint.

En vertu de l'article 4 du projet de loi, les traitements des magistrats seront liquidés à partir du 1^{er} octobre 1919 d'après les bases nouvelles. La partie du traitement représentant les augmentations périodiques sera établie à nouveau d'après toute la durée des services antérieurs et d'après la base nouvelle de 400 francs tous les quatre ans. Il en sera de même pour les greffiers et les greffiers adjoints. En outre, des traitements prévus au projet de loi, les magistrats, les référendaires et les greffiers recevront les mêmes indemnités de résidence et de famille que celles allouées aux fonctionnaires de l'ordre administratif. Ces indemnités ne seront pas considérées comme faisant partie du traitement, elles ne seront pas soumises aux retenues au profit de la caisse des veuves et orphelins et elles n'entreront pas en compte dans la liquidation des pensions.

Des changements dans les conditions économiques du pays peuvent amener des modifications dans le montant des indemnités. Il est dès lors préférable de ne pas les prévoir dans la loi organique; elles feront l'objet chaque année d'un crédit spécial au budget du Département de la Justice et leur montant pourra ainsi aisément être maintenu au chiffre des indemnités allouées aux fonctionnaires et employés de l'ordre administratif.

L'article 5 du projet de loi autorise la création de places de premier substitut dans les tribunaux de première instance de première et de seconde classe. Il importe à la bonne administration de la justice que l'on puisse retenir dans les parquets les plus importants du royaume, les magistrats de valeur que l'attrait de la rémunération spéciale attachée aux fonctions de juge d'instruction pourrait entraîner à solliciter une place de juge, en vue de devenir un jour juge d'instruction. Il faut conserver aux procureurs du Roi

les collaborateurs qui ont fait preuve des aptitudes que réclame la direction des services du parquet. L'institution de premiers substituts qui seront choisis pour un certain temps et dont le mandat sera renouvelable, permettra d'atteindre ce résultat. Les premiers substituts pourront arriver à des traitements égaux à ceux des vice-présidents, ils pourront donc rester dans leurs fonctions jusqu'à ce que le moment soit venu pour eux d'obtenir une place de procureur du Roi, ou une nomination à la Cour d'appel.

La direction, même momentanée, d'un parquet nécessite des aptitudes qui peuvent ne pas se rencontrer chez tous les collaborateurs du procureur général ou du procureur du Roi. En cas d'empêchement ou d'absence momentanée de ceux-ci, il importe que la direction des services du parquet continue dans le sens imprimé par eux. Il est donc logique que le remplaçant ne soit pas nécessairement désigné en raison de son rang d'ancienneté et que cette désignation émane du chef du parquet s'il est toujours en fonctions quoique absent ou empêché. Telle est la raison de la modification que l'article 6 du projet de loi apporte à l'article 204 de la loi du 18 juin 1869 sur l'organisation judiciaire. Dans le texte proposé, l'expression « avocat général » s'entend du premier avocat général et des avocats généraux ; dans l'ancien article 204, l'expression a déjà cette portée.

Depuis longtemps les employés des greffes et des parquets sont en instance auprès du Gouvernement pour obtenir des améliorations de position tant au point de vue de la stabilité de leurs emplois qu'au point de vue de leur rémunération et de la garantie de leur avenir, par l'accession plus certaine, pour les plus méritants d'entre eux, aux fonctions de greffier adjoint ou à une position équivalente. L'examen des demandes des employés a été confié à une Commission comprenant les délégués de ceux-ci. La Commission a reconnu qu'il y a lieu d'accueillir en partie les demandes qui ont été formulées devant elle par les délégués des employés ; certaines d'entre elles peuvent être réalisées par des décisions royales ou ministérielles ; quelques-unes ne peuvent l'être que par la loi ; elles font l'objet des articles 7 à 10 du projet.

L'article 7 limitant dans les justices de paix le nombre des commis greffiers à celui des juges suppléants, a pour but de mettre fin à l'abus constaté dans de nombreuses justices de paix, même peu importantes, où le greffier nomme, sans nécessité et même sans utilité, trois, quatre et cinq commis greffiers qui n'ont rien à y faire ou presque rien ; ces nominations n'ont parfois pas d'autre but que de donner au commis greffier un titre à la postulation d'une place de greffier.

L'article 8 du projet de loi détermine les personnes qui sont aptes à postuler une place de greffier dans les justices de paix de première et de seconde classe à l'instar de ce qui est réglé pour les places de greffier d'un tribunal de 1^{re} instance par l'article 26 de la loi du 18 juin 1869 sur l'organisation judiciaire. Dans les justices de paix de 3^e et de 4^e classe, une pareille réglementation pourrait mettre le Gouvernement dans l'impossibilité de faire un choix judicieux.

L'article 9 du projet modifie l'article 157 de la loi du 18 juin 1869 de

manière à rendre plus stable la position des employés des parquets et à leur assurer un avenir à peu près équivalent à celui des employés des greffes dont les meilleurs deviennent greffiers adjoints.

L'article 10 du projet de loi améliore les perspectives d'avenir des employés des greffes, spécialement de ceux des greffes des Cours de cassation et d'appel. Actuellement ces employés ne peuvent devenir greffiers adjoints; il en est de même de ceux des greffes de justice de paix où il n'y a pas de place de greffier adjoint et où, par conséquent, l'employé, même méritant, n'a pas de perspective d'avenir.

Depuis longtemps les autorités provinciales protestent contre l'obligation que le décret du 30 janvier 1811 impose aux provinces de payer les traitements des messagers des tribunaux. Ces agents, à la disposition exclusive des présidents des tribunaux et des procureurs du Roi, sont des employés de l'État et, dès lors, il est logique que leurs traitements soient à la charge du Trésor public plutôt qu'à celle des provinces. L'article 11 du projet de loi fait en conséquence passer des provinces à l'État la charge des traitements de ces agents. A l'avenir, ceux-ci pourront être pensionnés comme employés de l'État et ils seront affiliés à la Caisse des veuves et orphelins comme le sont déjà les messagers des Cours de cassation et d'appel.

Le Ministre de la Justice,

E. VANDERVELDE.

**Projet de loi portant augmentation des
traitements des membres de l'ordre
judiciaire.**

ALBERT,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Ministre
de la Justice,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre de la Justice est chargé
de présenter, en Notre nom, aux Cham-
bres législatives, le projet de loi dont
la teneur suit :

ARTICLE PREMIER.

Par dérogation à la loi du 15 no-
vember 1918, les traitements des mem-
bres de l'ordre judiciaire sont fixés ainsi
qu'il suit :

Cour de Cassation.

Premier Président et Procureur général .	35,000
Président de Chambre et Premier Avocat général	30,000
Conseillers	25,000
Deuxièmes Avocats généraux	27,000
Greffier en chef.	14,000
Greffiers adjoints	10,000

Cours d'Appel.

Premiers Présidents et Procureurs géné- raux	25 000
Présidents de Chambre et Premiers Avo- cats généraux	20,000
Conseillers	17,000
Deuxièmes Avocats généraux	18,000
Substituts des Procureurs généraux	16 000
Greffiers en chef	14,000

**Wetsontwerp tot verhooging van de
bezoldiging der leden van de rech-
terlijke orde.**

ALBERT,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil.

Op voorstel van Onzen Minister van
Justitie,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Minister van Justitie is gelast
in Onzen Naam, bij de Wetgevende Ka-
mers, het wetsontwerp aan te bieden,
waarvan de inhoud volgt :

EERSTE ARTIKEL.

Met afwijking van de wet van 15 No-
vember 1918, zijn de jaarwedden van
de leden der rechterlijke orde bepaald
als volgt :

Hof van Cassatie.

Eerste Voorzitter en Procureur generaal .	35,000
Kamervoorzitter en Eerste Advocaat gene- raal	30,000
Raadsheer	25,000
Tweede Advocaat generaal	27,000
Hoofdgriffier	14,000
Toegevoegd griffier	10,000

Hof van Beroep.

Eerste Voorzitter en Procureur generaal .	25,000
Kamervoorzitter en Eerste Advocaat gene- raal	20,000
Raadsheer	17,000
Tweede Advocaat generaal	18,000
Substituut-Procureur generaal	16,000
Hoofdgriffier	14,000

Greffiers adjoints	9,200
Greffiers adjoints à titre personnel	8,000
Supplément aux Juges de Cour d'appel des enfants	1,200

Toegevoegde griffier	9,200
Toegevoegd griffier ten persoonlijken titel	8,000
Bijwedde voor den Kinderrechter bij een Hof van Beroep	1,200

Tribunaux de Première Instance.

	1 ^{re} classe.	2 ^e classe.	3 ^e classe.
Présidents et Procureurs du Roi	20,000	16,000	14,000
Vice-Présidents	15,000	13,000	»
Juges et Substituts des Procureurs du Roi	12,000	11,000	10,000
Greffiers	14,000	12,000	10,000
Greffiers adjoints	8,000	7,700	7,400
Supplément aux Juges des enfants et aux Juges d'instruction	1,200	1,000	800
Les suppléments alloués aux Juges des enfants sont portés après trois ans de fonctions en la même qualité à	1,600	1,200	1,000
Et après six ans à	2,000	1,500	1,200
Il en est de même des suppléments alloués aux juges d'instruction.			
Supplément aux premiers Substituts	2,000	1,200	»
Les suppléments alloués aux premiers Substituts sont portés après trois ans de fonctions en la même qualité à	2,500	1,600	»
Et après 6 ans à	3,000	2,000	»

Tribunaux de Commerce.

	1 ^{re} classe.	2 ^e classe.	3 ^e classe.
Référéndaires	20,000	16,000	12,000
Référéndaires adjoints	12,000	11,000	10,000
Greffiers adjoints	8,000	7,700	7,400

Justices de Paix.

	1 ^{re} classe.	2 ^e classe.	3 ^e classe.	4 ^e classe.
Juges de paix	16,000	14,000	12,000	10,000
Greffiers	10,000	8,900	7,800	6,700
Greffiers adjoints sans distinction de classe				7,400

Rechtbanken van Eersten Aanleg.

	1 ^{re} klas.	2 ^e klas.	3 ^e klas.
Voorzitter en Procureur des Konings	20,000	16,000	14,000
Ondervoorzitter	15,000	13,000	»
Rechter en Substituut-Procureur des Konings	12,000	11,000	10,000
Griffier	14,000	12,000	10,000
Toegevoegd griffier	8,000	7,700	7,400
Bijwedde voor Kinderrechter en Onderzoek-rechter	1,200	1,000	800
De bijwedde aan den Kinderrechter toegekend wordt, nadat deze drie jaar lang hetzelfde ambt heeft vervuld, gebracht tot	1,600	1,200	1,000
En na zes jaar tot	2,000	1,500	1,200
Hetzelfde geldt voor de bijwedde toegekend aan den onderzoeks-rechter.			
Bijwedde voor den eersten Substituut	2,000	1,200	»
De bijwedde aan den eersten Substituut toegekend wordt, nadat deze drie jaar lang hetzelfde ambt heeft vervuld, gebracht tot	2,500	1,600	»
En na zes jaar tot	3,000	2,000	»

Rechtbanken van Koophandel

	1 ^{re} klas.	2 ^e klas.	3 ^e klas.
Referendaris	20,000	16,000	12,000
Toegevoegd referendaris	12,000	11,000	10,000
Toegevoegd griffier	8,000	7,700	7,400

Vrederechten.

	1 ^{re} klas.	2 ^e klas.	3 ^e klas.	4 ^e klas.
Vrederechter	16,000	14,000	12,000	10,000
Griffier	10,000	8,900	7,800	6,700
Toegevoegd griffier zonder onderscheid van klas				7,400

Cour militaire.

Président et Auditeur général	24,000
Substituts de l'Auditeur général.	16,000
Greffier	10,000
Greffiers adjoints	8,000

Conseils de Guerre.

	1 ^{re} classe.	2 ^e classe.	3 ^e classe.
Auditeurs militaires	15,000	13,000	11,000
Substituts des Auditeurs militaires sans distinc- tion de classes		10,000	
Greffiers	8,800	8,300	8,000
Greffiers adjoints.	6,700	6,400	6,100

ART. 2.

Les augmentations périodiques des traitements des magistrats, des référendaires et des greffiers fixées à 300 francs dans les lois du 21 juillet 1899, du 5 décembre 1903, du 11 mai 1910, du 3 mai 1912 et du 15 novembre 1918, sont portées à 400 francs.

ART. 3.

Les mots « les traitements des référendaires et des référendaires adjoints des tribunaux de commerce » sont ajoutés au premier alinéa de l'article 1^{er} de la loi du 21 juillet 1899, après les mots « des conseils des guerre ».

Les mots « aux référendaires et référendaires adjoints des tribunaux de commerce » sont ajoutés dans le n^o 2 du même article, après les mots « près les conseils de guerre ».

Les magistrats pourront compter, pour la fixation des augmentations périodiques de leurs traitements, les années de service qu'ils ont passées en qualité de greffier ou de greffier adjoint

Krijsgerechtshof.

Voorzitter en Auditeur generaal.	21,000
Substituut-Auditeur generaal	16,000
Griffier	10,000
Toegevoegd griffier	8,000

Krijgsraden.

	1 ^e klas.	2 ^e klas.	3 ^e klas.
Krijgsauditeur.	15,000	13,000	11,000
Substituut krijgsauditeur zonder onderscheid van klas		10,000	
Griffier.	8,800	8,300	8,000
Toegevoegd griffier	6,700	6,400	6,100

ART. 2.

De periodieke verhooging der jaarwedde van magistraten, referendarissen en griffiers, bij de wetten van 21 Juli 1899, 5 December 1903, 11 Mei 1910, 3 Mei 1912 en 15 November 1918 op 300 frank bepaald, wordt tot 400 frank opgevoerd.

ART. 3.

De woorden « de jaarwedden der referendarissen en der toegevoegde referendarissen van de rechtbanken van koophandel » worden ingevoegd in het eerste lid van het 1^{ste} artikel der wet van 21 Juli 1899, na de woorden « bij de krijgsraden ».

De woorden « aan de referendarissen en toegevoegde referendarissen der rechtbanken van koophandel » worden ingevoegd in n^o 2 van hetzelfde artikel, na de woorden « bij de krijgsraden ».

De magistraten kunnen, ter berekening van de periodieke verhooging hunner wedde, de dienstjaren doen gelden, gedurende welke zij vóór het in werking treden van de wet van 11 Mei

dans un tribunal de commerce avant la mise en vigueur de la loi du 11 mai 1910, als griffier of als toegevoegd griffier bij eene rechtbank van koop-handel werkzaam zijn geweest.

ART. 4.

Les traitements des magistrats, des référendaires et des greffiers en fonctions le 1^{er} octobre 1919, seront réglés à partir de cette date, conformément aux dispositions qui précèdent.

ART. 4.

De jaarwedden van magistraten, referendarissen en griffiers, die op 1 October 1919 in dienst zijn, worden geregeld overeenkomstig de vorige bepalingen, met ingang van dien dag.

ART. 5.

L'article 152 de la loi du 18 juin 1869 sur l'organisation judiciaire est complété par la disposition suivante, qui formera un second alinéa :

« Dans les tribunaux de première instance de première et de seconde classe, il peut y avoir un, deux ou plusieurs premiers substituts qui, sous l'autorité du procureur du Roi, participent plus spécialement à la direction du parquet. Le Roi en détermine le nombre d'après les besoins du service. Les premiers substituts sont désignés par le Roi sur la présentation du procureur du Roi pour un terme de trois ans; leur désignation peut être renouvelée. »

ART. 5.

Aan artikel 152 der wet van 18 Juni 1869 op de rechterlijke inrichting wordt, als tweede lid, de volgende bepaling toegevoegd :

« Aan de rechtbanken van eersten aanleg der eerste en der tweede klasse, kunnen één, twee of meer eerste substituten verbonden zijn die, onder het gezag van den procureur des Konings, meer in het bijzonder deel nemen aan het bestuur van het parket. De Koning bepaalt hun aantal volgens de behoeften van den dienst. De eerste substituten worden, op de voordracht van den procureur des Konings, door den Koning aangesteld voor een tijd van drie jaar; deze aanstelling kan worden hernieuwd. »

ART. 6.

L'article 204 de la loi du 18 juin 1869 sur l'organisation judiciaire est remplacé par la disposition suivante :

« En cas d'absence ou d'empêchement, le procureur général est remplacé par l'avocat général qu'il a désigné à cette fin, et, à défaut de désignation, par le plus ancien avocat général. »

» En cas d'absence ou d'empêchement,

ART. 6.

Artikel 204 der wet van 18 Juni 1869 op de rechterlijke inrichting wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Bij afwezigheid of belet, wordt de procureur generaal vervangen door den door hem daartoe aan te wijzen advocaat generaal en, zoo er geene werd aangewezen, door den oudsten advocaat-generaal. »

» Bij afwezigheid of belet, wordt de

» le procureur du Roi est remplacé par
 » le premier substitut ou le substitut
 » qu'il a désigné à cette fin et, à défaut
 » de désignation, par le plus ancien
 » premier substitut et, s'il n'y a pas de
 » premier substitut, par le plus ancien
 » substitut. »

ART. 7.

L'article 10 de la loi du 18 juin 1869 sur l'organisation judiciaire, concernant les commis-greffiers des justices de paix, est complété ainsi qu'il suit : « leur nombre ne peut dépasser celui des juges suppléants ».

ART. 8.

Le premier alinéa de l'article 11 de la loi du 18 juin 1869 sur l'organisation judiciaire est remplacé par les dispositions suivantes :

« Dans les justices de paix de première et de deuxième classe, nul ne
 » peut être nommé greffier, s'il n'est
 » âgé de 25 ans accomplis et s'il n'est
 » docteur en droit ou s'il n'a rempli
 » pendant cinq ans les fonctions de
 » greffier adjoint, de commis-greffier
 » ou d'employé directement rétribué
 » par le Trésor public dans une cour,
 » un tribunal de première instance ou
 » de commerce ou une justice de paix.

» Dans les justices de paix de troisième et de quatrième classe nul ne
 » peut être nommé greffier s'il n'est
 » âgé de 25 ans accomplis.

ART. 9.

L'article 157 de la loi du 18 juin 1869

» procureur des Konings vervangen
 » door den eersten substituut of den
 » door hem daartoe aan te wijzen substituut, en, zoo er geene werd aangewezen, door den oudsten eersten substituut, en, zoo er geen eerste substituut is, door den oudsten substituut. »

ART. 7.

Artikel 10 der wet van 18 Juni 1869 op de rechterlijke inrichting, betreffende de griffiersklerken der vredegerichten wordt als volgt aangevuld : « hun aantal mag dat van de plaatsvervangende rechters niet overschrijden ».

ART. 8.

Het eerste lid van artikel 11 der wet van 18 Juni 1869 op de rechterlijke inrichting wordt door de volgende bepalingen vervangen :

« In de vredegerichten der eerste en der tweede klasse, kan niemand tot
 » griffier worden benoemd, indien hij
 » niet ten volle den ouderdom van
 » 25 jaar heeft bereikt en indien hij
 » niet gedurende vijf jaar het ambt
 » heeft vervuld van toegevoegd griffier,
 » van griffiersklerk of van rechtstreeks
 » door de Openbare Schatkist bezoldigde beambte bij een hof, een rechtbank van eersten aanleg of van koophandel of een vredegericht.

» In de vredegerichten der derde en der vierde klasse kan niemand tot
 » griffier worden benoemd, indien hij
 » niet ten volle den ouderdom van
 » 25 jaar heeft bereikt ».

ART. 9.

Artikel 157 der wet van 18 Juni 1869

sur l'organisation judiciaire est remplacé par les dispositions suivantes :

« Il y a dans chaque parquet un » secrétaire; il peut y avoir en outre » des secrétaires adjoints, des employés » et des messagers; le nombre en est » fixé par le Ministre de la Justice.

» Le Ministre de la Justice détermine les conditions d'âge et de capacité que les secrétaires et les employés doivent remplir et fixe leurs traitements ainsi que ceux des messagers.

» Les secrétaires et secrétaires adjoints sont nommés par le Roi sur une liste double de candidats présentés par les procureurs généraux ou les procureurs du Roi; ils peuvent être suspendus de leurs fonctions par le chef du parquet et sont démissionnés et révoqués par le Roi.

» Les employés et les messagers sont nommés par les procureurs généraux ou les procureurs du Roi; ils sont suspendus, démissionnés et révoqués par ces magistrats. Les employés dont la nomination remonte à deux ans au moins peuvent, dans les dix jours de la notification de leur démission ou de leur révocation, appeler de la décision auprès du Ministre de la Justice. Jusqu'à ce qu'il soit statué sur l'appel, l'employé reste en état de suspension.

» Les employés très méritants dont la nomination dans un parquet remonte à vingt ans au moins, peuvent, sur la proposition du procureur général ou du procureur du Roi, être nommés secrétaires adjoints à titre personnel. Ils devront réunir les mêmes conditions de capacité que les secrétaires adjoints à titre effectif; ils remplaceront ceux-ci sans nomi-

op de rechterlijke inrichting wordt door de volgende bepalingen vervangen :

« Aan elk parket is een secretaris verbonden; daarenboven kunnen er toegevoegde secretarissen, beambten en boden aan verbonden zijn; hun aantal wordt door den Minister van Justitie bepaald.

» De Minister van Justitie bepaalt de voorwaarden waaraan de secretarissen en de beambten, wat ouderdom en bekwaamheid betreft, moeten voldoen; hij bepaalt ook hunne wedden evenals die van de boden.

» De secretarissen en toegevoegde secretarissen worden benoemd door den Koning op eene dubbellijst van kandidaten, voorgedragen door den procureur-generaal of den procureur des Konings; zij kunnen door het hoofd van het parket uit hun ambt worden geschorst en worden door den Koning ontslagen en afgezet.

» De beambten en de boden worden benoemd door den procureur-generaal of door den procureur des Konings; zij worden door deze magistraten geschorst, ontslagen en afgezet. De sedert ten minste twee jaar benoemde beambten kunnen, binnen de tien dagen na de kennisgeving van hun ontslag of van hunne afzetting, van deze beslissing in hooger beroep gaan bij den Minister van Justitie. De beambte blijft geschorst, tot dat over het beroep uitspraak is gedaan.

» De zeer verdienstelijke beambten, sedert ten minste twintig jaar in een parket benoemd, kunnen, op de voordracht van den procureur-generaal of van den procureur des Konings, benoemd worden tot toegevoegd secretaris ten persoonlijken titel. Zij moeten, wat bekwaamheid betreft, aan dezelfde voorwaarden voldoen als de werkelijke toegevoegd-secretarissen.

» nation nouvelle, au fur et à mesure
» des vacances qui se produiront. »

Art. 10.

Les dispositions suivantes sont ajoutées à la loi du 18 juin 1869 sur l'organisation judiciaire :

« Dans les justices de paix, les tribunaux de première instance et de commerce et les Cours d'appel, les employés très méritants, directement rétribués par le Trésor public depuis vingt ans au moins, peuvent être nommés par le Roi greffiers adjoints à titre personnel, sur l'avis conforme du greffier, du référendaire ou du greffier en chef et du juge de paix, du président du tribunal ou du premier président de la Cour. Ils devront réunir les conditions de capacité, exigées des greffiers adjoints effectifs; dans les Cours d'appel les conditions seront celles exigées des greffiers adjoints des tribunaux de première instance de première classe. Leur traitement ne pourra pas être inférieur à celui dont ils jouissent en qualité d'employés, majoré de 500 francs.

» Les greffiers adjoints à titre personnel peuvent être suspendus de leurs fonctions par le greffier, le référendaire ou le greffier en chef; ils sont démissionnés et révoqués par le Roi. Ils remplaceront sans nomination nouvelle les greffiers adjoints effectifs au fur et à mesure des vacances qui se produiront.

» Dans la Cour de cassation, les employés au greffe très méritants, directement rétribués par le Trésor public

» rissen; zij vervangen deze laatsten, » zonder nieuwe benoeming, naar gelang plaatsen openvallen. »

Art. 10.

De volgende bepalingen worden toegevoegd aan de wet van 18 Juni 1869, op de rechterlijke inrichting :

« In de vredegerichten, de rechtbanken van eersten aanleg en van koophandel en in de Hoven van beroep, kunnen de zeer verdienstelijke beambten, sedert ten minste twintig jaar rechtstreeks door de Openbare Schatkist bezoldigd, door den Koning tot toegevoegd griffier ten persoonlijken titel benoemd worden, op eensluidend advies van den griffier, den referendaris of den hoofdgriffier en van den vrederechter, den voorzitter der rechtbank of den eersten voorzitter van het Hof. Zij moeten wat bekwaamheid betreft, voldoen, aan de voorwaarden die voor de werkelijke toegevoegd-griffiers zijn vereischt; in de Hoven van beroep zijn de voorwaarden dezelfde als die, vereischt voor de toegevoegd-griffiers bij de rechtbanken van eersten aanleg der eerste klasse. Hunne jaarwedde kan niet lager zijn dan die, welke zij genoten als beambte, vermeerderd met 500 frank.

» De toegevoegd-griffiers ten persoonlijken titel kunnen uit hun ambt geschorst worden door den griffier, den referendaris of den hoofdgriffier; zij worden ontslagen en afgezet door den Koning. Zij vervangen zonder nieuwe benoeming de werkelijke toegevoegd-griffiers naar gelang plaatsen openvallen.

» In het Hof van cassatie kunnen de zeer verdienstelijke griffie-beambten, sedert ten minste twintig jaar recht-

» depuis vingt ans au moins, peuvent,
 » sur l'avis conforme du greffier en chef
 » et du premier président, être nommés
 » par le Roi employés principaux. Ces
 » employés peuvent être suspendus de
 » leurs fonctions par le greffier en chef;
 » ils sont démissionnés et révoqués par
 » le Roi. »

ART. 11.

Par dérogation au décret du 30 janvier 1811 et à la loi du 19 avril 1892, les traitements des messagers des Cours d'assises, des tribunaux de première instance et de commerce et des parquets de première instance seront à la charge de l'Etat à partir du 1^{er} juillet 1920.

Donné à Bruxelles, le 11 mars 1920.

» streeks door den Openbare schatkist
 » bezoldigd, op eensluidend advies van
 » den hoofdgriffier en van den eersten
 » voorzitter, door den Koning tot eer-
 » staanwezend beambte worden be-
 » noemd. Deze beambten kunnen uit
 » hun ambt geschorst worden door den
 » hoofdgriffier; zij worden ontslagen
 » en afgezet door den Koning. »

ART. 11.

Met afwijking van het decreet van 30 Januari 1811 en van de wet van 19 April 1892, komen de wedden der boden van de Hoven van assisen, van de rechtbanken van eersten aanleg en van koophandel en van de parketten van eersten aanleg met ingang van 1 Juli 1920 ten laste van den Staat.

Gegeven te Brussel, den 11^e Maart 1920.

ALBERT.

PAR LE ROI :

Le Ministre de la Justice,

VAN 'S KONINGS WEGE :

De Minister van Justitie,

E. VANDERVELDE.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 12 MAART 1920.

Wetsontwerp tot verhooging van de bezoldiging der leden van de rechterlijke orde.

MEMORIE VAN TOELICHTING

MIJNE HEEREN,

De wet van 13 November 1918, waarbij eene nieuwe regeling wordt getroffen in zake der bezoldiging van de leden der rechterlijke orde, werd door de Wetgevende Kamers aangenomen in 1913 en 1914, toen men mocht verwachten dat de prijs der levensbenoodigdheden eer zou dalen dan stijgen. Sedertdien is de Regeering, in 1919, tot tweemaal toe verplicht geweest de wedde van de bestuursambtenaren en beambten te verhoogen, ten einde haar in overeenstemming te brengen met de levensduurte. De noodzakelijkheid om dergelijke maatregelen te treffen ten behoeve van de leden der rechterlijke orde behoeft geen betoog.

Eene commissie samengesteld uit magistraten, griffiers en ambtenaren werd door de Regeering belast te onderzoeken welke wijzigingen aan het barema der wedden van de leden der rechterlijke orde dienden toegebracht en dienaangaande voorstellen te doen. Na den toestand grondig te hebben onderzocht, heeft deze commissie geoordeeld dat de wedden moesten verdubbeld worden. Zij meent dat die maatregel nauwelijks toereikend zal zijn om aan de leden van de rechterlijke orde de noodige middelen te verschaffen om hun maatschappelijken stand op te houden. Die maatregel lijkt haar ook onontbeerlijk om de personen van bijzondere verdienste er toe te bewegen eene rechterlijke functie te aanvaarden. Op den dag zijner aanstelling in zijn nieuw ambt, heeft de heer Ernst, eerste voorzitter van het Hof van beroep te Brussel, in eene tot zijne collega's gerichte toespraak, nog bijzonder op dit punt gewezen.

Sprekende over de voorwaarden vereischt voor eene behoorlijke aanwerving der magistraten, zeide hij :

« Welke hoogstaande man, die zich zijner waarde en sterkte bewust is, » zal, tenzij hij door de fortuin is begunstigd en de magistratuur mag » niet het voorrecht zijn eener enkele klasse, er in toestemmen een ambt » te aanvaarden, dat hem in het land een belangrijken rang doet bekleeden, » zoo hij niet de zekerheid heeft dat dit ambt hem eene wedde bezorgt, » welke hem voor elke betreurenswaardige compromissie en voor elke » afhankelijkheid behoedt ? »

Het voorstel van de commissie om de wedde der magistraten te verdubbelen wordt door den economischen toestand van het land gewettigd.

Die maatregel gaat verder dan het algemeen barema der verhoogde wedden, dat werd vastgesteld voor de bestuursambtenaren en beambten en waarbij de wedden van 4,500 frank en minder met 100 tot 200 t. h., en die van 5,000 tot 16,000 frank met 94 tot 50 t. h. worden verhoogd.

Dit verschil wordt door den aard zelf van de door de magistratuur vervulde functiën gebillijkt. De rechterlijke orde is eene groote macht in den Staat. Zij heeft eene autoriteit en eene verantwoordelijkheid welke de ambtenaren van de bestuurlijke orde niet bezitten. Aan die autoriteit en die verantwoordelijkheid dient eene wedde te zijn verbonden, die hoog genoeg is om personen van bijzondere verdienste, die van hun arbeid moeten leven, er toe te bewegen den last van dit ambt op zich te nemen.

Deze beschouwingen gelden niet voor de griffiers en toegevoegde griffiers, die den rechter in de uitoefening van zijn ambt bijstaan. Zij behooren met de ambtenaren van de bestuurlijke orde gelijkgesteld.

De wedde van het meerendeel der griffiers en toegevoegde griffiers, zooals zij werd vastgesteld door de wet van 15 November 1918, bedraagt minder dan 4,500 frank, en derhalve zou verdubbeling der wedde voor de belanghebbenden eene verhooging zijn, lager dan degene welke de Regeering noodig heeft geoordeeld voor de ambtenaren en de beambten van de bestuurlijke orde. Anderzijds zou die verdubbeling aan de griffiers, wier wedde thans meer dan 5,000 frank bedraagt, eene verhooging bezorgen, hooger dan die, toegekend aan de bestuursambtenaren en beambten, wier arbeid in geenen deele in belangrijkheid moet onderdoen voor dien der griffiers. In deze voorwaarden is het billijk op de wedde der griffiers en toegevoegde griffiers het barema der verhoogingen toe te passen, zooals het voor de ambtenaren en beambten van de bestuurlijke orde werd vastgesteld.

In dien geest is het wetsontwerp opgevat dat ik, naar de bevelen des Konings, de eer heb u ter behandeling voor te leggen.

Het bij het eerste artikel van het wetsontwerp bepaalde vaste deel van de wedde der magistraten vertegenwoordigt het dubbel van de in het overeenkomstig artikel der wet van 15 November 1918 vermelde bedragen.

De wedde van den eersten voorzitter van het Hof van cassatie en van den procureur generaal bij dit Hof zijn, in plaats van op 36,000 frank, op 35,000 frank bepaald, opdat hunne wedde niet meer zou bedragen dan die van de magistraten van gelijken rang in het Hof van cassatie in Frankrijk. Om eene reden van denzelfden aard wordt de wedde der raadsheeren op 25,000 frank bepaald, in plaats van op 26,000 frank, en die der advocaten-generaal wordt, in plaats van op 28,000 frank op 27,000 frank gebracht, opdat het verschil tusschen hunne wedde en die der raadsheeren niet al te groot weze.

Het vaste deel van de wedde der eerste voorzitters der Hoven van beroep en der procureuren-generaal bij deze Hoven bedraagt 25,000 frank in plaats van 26,000 frank, ten einde de wedde der raadsheeren in het Hof van cassatie niet te overschrijden.

Ten andere, worden bij artikel 2 van het wetsontwerp de periodieke verhoogingen van de wedde der magistraten van 300 frank gebracht op 400 frank om de vier jaar, hetgeen gelijkstaat met eene verhoging van 33% van dit gedeelte der wedde. Ten gevolge van deze gezamenlijke bepalingen, is de bezoldiging der magistraten van onze Hoven van Cassatie en van onze Hoven van Beroep hooger dan in Frankrijk.

In de Hoven van beroep zullen de eerste voorzitters en de procureuren-generaal eene wedde ontvangen die hooger is dan die hunner collega's van het Hof van Lyon en die bijna even groot is dan die der magistraten van gelijken rang in het Hof te Parijs. De wedden der kamervoorzitters, der advocaten-generaal en der raadsheeren onzer Hoven van beroep zijn ongeveer 3,000 en 2,000 frank hooger, dan die hunner collega's van het Hof te Parijs.

Wat de magistraten onzer rechtbanken van eersten aanleg betreft, hunne positie zal in 't vervolg in ruime mate beter zijn dan die hunner collega's der rechtbanken in Frankrijk. In onze rechtbanken van derde klasse zullen de voorzitters en de procureuren des Konings eene wedde ontvangen, die meestal gelijkstaat met die hunner collega's van eerste klasse in Frankrijk, zoo zij niet hooger is, en de rechters en de substituten eene wedde, die in elk geval gelijkstaat met die van hunne fransche collega's der eerste klasse, of hooger is.

De commissie, ingesteld om de vragen te onderzoeken welke de verhoging der wedden van de leden der rechterlijke orde doet oprijzen, heeft de meening uitgebracht dat er geen termen zijn om de aan de kinderrechters en onderzoeksrechters toegekende bijwedde te verhoogen. Nochtans, om eene zekere eenheid te bekomen, voorziet het ontwerp eene lichte verhoging voor enkele aan die magistraten in de rechtbanken van eersten aanleg van tweede en derde klasse toegekende bijwedden.

De in het eerste artikel van het ontwerp bepaalde wedden van de griffiers en de toegevoegde griffiers bevatten de verhoogingen voortspruitend uit de toepassing van het algemeen barema, dat de Regeering voor de bestuursambtenaren en beambten heeft vastgesteld.

De bepaling in artikel 2 van het ontwerp, waarbij de periodieke verho-

ging van de wedden der griffiers van 300 frank gebracht wordt op 400 frank, om de vier jaar, vindt insgelijks haar oorsprong in de toepassing van dit barema. Dit deel van de bezoldiging der griffiers wordt door deze bepaling met 33 t. h. verhoogd, terwijl de verhooging van het deel der wedde van de ambtenaren, dat 4,000 frank te boven gaat, slechts 30 t. h. bedraagt. De griffiers zijn dus veeleer bevoordeeld. Deze verhooging is echter onvoldoende voor de griffiers en de toegevoegde griffiers, wier wedde minder bedraagt dan 4,000 frank; voor dezen, zouden de eerste periodieke verhoogingen op 510 en 450 frank moeten gebracht worden. Om dit verschil weer goed te maken, worden, in het eerste artikel, de wedden, die minder dan 4,000 frank bedragen, verhoogd boven het algemeen barema der verhoogingen. Op die wijze, zijn ieders belangen gevrijwaard.

Reeds in het eerste artikel van het wetsontwerp, worden de referendarissen en de toegevoegde referendarissen der rechtbanken van koophandel, wat de verdubbeling van het vaste deel hunner wedde aangaat, met de magistraten gelijkgesteld. Artikel 3 stelt hen ook gelijk met de magistraten wat de periodieke verhooging betreft.

In 't vervolg mag de referendaris, die tot magistraat wordt benoemd, met het oog op de verhooging zijner wedde als magistraat, den tijd doen gelden gedurende denwelken hij het ambt van referendaris of toegevoegd referendaris heeft vervuld. Hetzelfde geldt voor den magistraat die referendaris wordt; met het oog op de verhooging zijner wedde als referendaris, mag hij den tijd in rekening brengen dien hij in de magistratuur heeft doorgebracht. Deze nieuwe bepaling helet niet, dat de referendarissen en de toegevoegde referendarissen, voor de periodieke verhooging hunner wedde, mogen voortgaan den tijd in rekening te brengen gedurende denwelken zij het ambt van griffier of van toegevoegd griffier hebben vervuld.

Krachtens artikel 4 van het wetsontwerp, worden de wedden der magistraten met ingang van 1 October 1919 volgens den nieuwen maatstaf verrekend. Het deel der wedde dat de periodieke verhooging vertegenwoordigt wordt opnieuw berekend volgens den ganschen duur der vorige dienstjaren en naar den nieuwen grondslag van 400 frank om de vier jaar. Hetzelfde geldt voor de griffiers en de toegevoegde griffiers.

Behalve de bij het wetsontwerp voorziene wedde, ontvangen de magistraten, de referendarissen en de griffiers de vergoeding voor verblijf en de gezinsvergoeding, die toegekend worden aan de ambtenaren van de bestuurlijke orde. Deze vergoedingen worden niet beschouwd als een deel van de wedde; er wordt niets van afgehouden ten bate van het fonds voor weduwen en weezen en zij komen niet in aanmerking bij de berekening der pensioenen.

Veranderingen in den economischen toestand van het land kunnen aanleiding geven tot wijziging van het bedrag der vergoedingen. Het is dan ook verkieslijk deze vergoedingen niet in de inrichtingswet te voorzien; jaarlijks zal er op de begrooting van het departement van justitie een bijzonder credit voor uitgetrokken worden, en op die wijze kan het bedrag

ervan gemakkelijk bepaald blijven op het cijfer der aan de ambtenaren en beambten van de bestuurlijke orde toegekende vergoedingen.

Door artikel 5 van het wetsontwerp wordt machtiging verleend tot het openen van betrekkingen van eersten substituut bij de rechtbanken van eersten aanleg der 1^o en 2^o klasse. Met het oog op het behoorlijk beleid van het gerecht komt het er op aan dat men, in de belangrijkste parketten van het Rijk, de magistraten van bijzondere verdienste kunne behouden die, wegens de aan het ambt van onderzoeksrechter verbonden bijzondere vergoeding, er toe zouden geneigd zijn eene plaats van rechter aan te vragen, ten einde eenmaal onderzoeksrechter te worden. Den procureuren des Konings moet men de medewerkers laten, die blijk hebben gegeven van den bijzonderen aanleg noodig voor het bestuur der diensten van het parket. Dit resultaat is te bereiken door de aanstelling van eerste substituten, die voor een bepaalden tijd worden aangewezen en wier mandaat kan vernieuwd worden.

De eerste substituten kunnen eene wedde bereiken, gelijkstaande met die der ondervoorzitters; zij kunnen dus hunne functie blijven waarnemen, totdat voor hen de tijd gekomen is om eene plaats van procureur des Konings te bekomen of eene benoeming bij het Hof van beroep.

Het zelfs tijdelijk bestuur van een parket vergt een natuurlijken aanleg, die mogelijkerwijs niet aan alle medewerkers van den procureur-generaal of van den procureur des Konings is gegeven. In geval van verhindering of tijdelijke afwezigheid van deze laatsten, is het van belang dat het bestuur der diensten van het parket voortgezet worde in de richting die zij eraan hebben gegeven. Het is dus logisch dat de plaatsvervanger niet noodzakelijkerwijs aangeduid worde, alleen omdat hij het grootst aantal dienstjaren telt, maar dat hij aangewezen worde door het hoofd van het parket indien deze, ofschoon afwezig of verhinderd, nog steeds zijn ambt bekleedt.

Om deze reden wordt door artikel 6 van het ontwerp eene wijziging toegebracht aan artikel 204 der wet van 18 Juni 1869 op de rechterlijke inrichting. In den voorgestelden tekst bedoelt de uitdrukking advocaat-generaal: de eerste advocaat-generaal en de advocaten-generaal; in het vroegere artikel 204 had die uitdrukking reeds die beteekenis.

De bedienden bij de griffies en parketten dringen sedert lang bij de Regeering aan om eene verbetering hunner positie te bekomen zoowel met het oog op de vastheid van hun ambt, als op hunne bezoldiging en de zekerheid hunner toekomst; zij vragen meer zekerheid, voor de verdienstelijksten onder hen, eenmaal het ambt van toegevoegd griffier of eene daarmee gelijkstaande plaats te bekleeden. Eene commissie, waarvan afgevaardigden der bedienden deel uitmaakten, kreeg voor opdracht om de wenschen der bedienden te onderzoeken. Die commissie heeft erkend dat de door de afgevaardigden der bedienden uitgebrachte wenschen ten deele dienen ingewilligd te worden; zekere wenschen kunnen bij koninklijk of ministerieel besluit verwezenlijkt worden; enkele andere slechts bij de wet; daarover handelen de artikelen 7 tot 10 van het ontwerp.

Artikel 7, waarbij in de vrederechten het aantal griffiersklerken beperkt wordt tot het aantal plaatsvervangende rechters, heeft voor doel een einde te stellen aan een misbruik dat werd vastgesteld in talrijke, zelfs weinig belangrijke vrederechten, waar de griffier zonder eenige noodzakelijkheid of nut, drie, vier en vijf griffiersklerken benoemt, die daar niets, of haast niets te doen hebben; soms hebben zulke benoemingen geen ander doel dan den griffiersklerk een titel aan de hand te doen tot het aanvragen eener plaats van griffier.

Artikel 8 van het wetsontwerp bepaalt welke personen geschikt zijn om een plaats aan te vragen van griffier bij de vrederechten der eerste en tweede klasse, zooals dit voor de plaatsen van griffier eener rechtbank van eersten aanleg geregeld is bij artikel 26 der wet van 18 Juni 1869 op de rechterlijke inrichting. In de vrederechten der 3^e en 4^e klasse zou dergelijke regeling de Regeering in de onmogelijkheid kunnen brengen een goeden keus te doen.

Artikel 9 van het wetsontwerp wijzigt artikel 157 der wet van 18 Juni 1869 derwijze dat de positie der bedienden bij de parketten vaster wordt en dat hen eene toekomst wordt verzekerd, ongeveer gelijk aan die der bedienden ter griffie, onder dewelke de besten toegevoegd griffier worden.

Artikel 10 van het wetsontwerp geeft aan de bedienden bij de griffies en bijzonder aan deze bij de griffies der Hoven van cassatie en der Hoven van beroep meer kans op eene toekomst.

Thans kunnen die bedienden nooit toegevoegd griffier worden; in hetzelfde geval verkeerden de bedienden bij de griffies der vrederechten, waar geene plaats van toegevoegd griffier bestaat en waar zelfs een verdienstelijk bediende bijgevolg geene toekomst in 't vooruitzicht heeft.

Sedert lang teekenen de provinciale overheden verzet aan tegen de verplichting, door het decreet van 30 Januari 1844 aan de provincies opgelegd, om de wedde van de boden der rechtbanken te betalen. Deze bedienden, die uitsluitend ter beschikking zijn van de voorzitters der rechtbanken en van de procureuren des Konings, zijn bedienden van den Staat en het is dan ook redelijk dat hunne wedde ten laste kome van de Openbare Schatkist, veeleer dan ten laste der provincies. Bij artikel 11 van het wetsontwerp wordt bijgevolg de last van de wedde dezer agenten overgedragen van de provincies op den Staat. Voortaan kunnen deze in hunne hoedanigheid van staatsbediende een pensioen bekomen en zullen zij aangesloten zijn bij het fonds voor weduwen en weezen, zooals dit reeds het geval is voor de boden van de Hoven van cassatie en de Hoven van beroep.

De Minister van Justitie,

E. VANDERVELDE.

**Projet de loi portant augmentation des
traitements des membres de l'ordre
judiciaire.**

ALBERT,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Ministre
de la Justice,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre de la Justice est chargé
de présenter, en Notre nom, aux Cham-
bres législatives, le projet de loi dont
la teneur suit :

ARTICLE PREMIER.

Par dérogation à la loi du 15 no-
vember 1918, les traitements des mem-
bres de l'ordre judiciaire sont fixés ainsi
qu'il suit :

Cour de Cassation.

Premier Président et Procureur général .	35,000
Président de Chambre et Premier Avocat général	30,000
Conseillers	25,000
Deuxièmes Avocats généraux	27,000
Greffier en chef.	14,000
Greffiers adjoints	10,000

Cours d'Appel.

Premiers Présidents et Procureurs géné- raux	25,000
Présidents de Chambre et Premiers Avo- cats généraux	20,000
Conseillers	17,000
Deuxièmes Avocats généraux	18,000
Substituts des Procureurs généraux	16,000
Greffiers en chef	14,000

**Wetsontwerp tot verhooging van de
bezoldiging der leden van de rech-
terlijke orde.**

ALBERT,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil.

Op voorstel van Onzen Minister van
Justitie,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Minister van Justitie is gelast
in Onzen Naam, bij de Wetgevende Ka-
miers, het wetsontwerp aan te bieden,
waarvan de inhoud volgt :

EERSTE ARTIKEL.

Met afwijking van de wet van 15 No-
vember 1918, zijn de jaarwedden van
de leden der rechterlijke orde bepaald
als volgt :

Hof van Cassatie.

Eerste Voorzitter en Procureur generaal .	35,000
Kamervoorzitter en Eerste Advocaat gene- raal	30,000
Raadsheer	25,000
Tweede Advocaat generaal	27,000
Hoofdgriffier	14,000
Toegevoegd griffier	10,000

Hof van Beroep.

Eerste Voorzitter en Procureur generaal .	25,000
Kamervoorzitter en Eerste Advocaat gene- raal	20,000
Raadsheer	17,000
Tweede Advocaat generaal	18,000
Substitunt-Procureur generaal	16,000
Hoofdgriffier	14,000

Greffiers adjoints	9,200
Greffiers adjoints à titre personnel	8,000
Supplément aux Juges de Cour d'appel des enfants	1,200

Toegevoegde griffier	9,200
Toegevoegd griffier ten persoonlijken titel	8,000
Bijwedde voor den Kinderrechter bij een Hof van Beroep	1,200

Tribunaux de Première Instance.

	1 ^{re} classe.	2 ^e classe.	3 ^e classe.
Présidents et Procureurs du Roi	20,000	16,000	14,000
Vice-Présidents	15,000	13,000	»
Juges et Substituts des Procureurs du Roi.	12,000	11,000	10,000
Greffiers	14,000	12,000	10,000
Greffiers adjoints.	8,000	7,700	7,400
Supplément aux Juges des enfants et aux Juges d'instruction	1,200	1,000	800
Les suppléments alloués aux Juges des enfants sont portés après trois ans de fonctions en la même qualité à	1,600	1,200	1 000
Et après six ans à	2,000	1,500	1,200
Il en est de même des suppléments alloués aux juges d'instruction.			
Supplément aux pre- miers Substituts	2,000	1,200	»
Les suppléments alloués aux premiers Substituts sont portés après trois ans de fonctions en la même qualité à	2,500	1,600	»
Et après 6 ans à	3,000	2,000	»

Tribunaux de Commerce.

	1 ^{re} classe.	2 ^e classe.	3 ^e classe.
Réferendaires	20,000	16,000	12,000
Réferendaires adjoints	12,000	11,000	10,000
Greffiers adjoints.	8,000	7,700	7,400

Justices de Paix.

	1 ^{re} classe.	2 ^e classe.	3 ^e classe.	4 ^e classe.
Juges de paix	16,000	14,000	12,000	10,000
Greffiers	10,000	8,900	7,800	6,700
Greffiers adjoints sans distinction de classe				7,400

Rechtbanken van Eersten Aanleg.

	1 ^o klas.	2 ^o klas.	3 ^o klas.
Voorzitter en Procureur des Konings.	20,000	16,000	14,000
Ondervoorzitter	15,000	13,000	»
Rechter en Substituut- Procureur des Konings	12,000	11,000	10,000
Griffier.	14,000	12,000	10,000
Toegevoegd griffier	8,000	7,700	7,400
Bijwedde voor Kinder- rechter en Onderzoeks- rechter	1,200	1,000	800
De bijwedde aan den Kinderrechter toege- kend wordt, nadat deze drie jaar lang hetzelfde ambt heeft vervuld, ge- bracht tot	1,600	1,200	1,000
En na zes jaar tot.	2,000	1,500	1,200
Hetzelfde geldt voor de bijwedde toegekend aan den onderzoeks- rechter.			
Bijwedde voor den eer- sten Substituut.	2,000	1,200	»
De bijwedde aan den eer- sten Substituut toege- kend wordt, nadat deze drie jaar lang hetzelfde ambt heeft vervuld, ge- bracht tot	2,500	1,600	»
En na zes jaar tot.	3,000	2,000	»

Rechtbanken van Koophandel

	1 ^o klas.	2 ^o klas.	3 ^o klas.
Referendaris	20,000	16,000	12,000
Toegevoegd referendaris	12,000	11,000	10,000
Toegevoegd griffier	8,000	7,700	7,400

Vredegerichten.

	1 ^o klas.	2 ^o klas.	3 ^o klas.	4 ^o klas.
Vrederechter.	16,000	14,000	12,000	10,000
Griffier	10,000	8,900	7,800	6,700
Toegevoegd griffier zonder onderscheid van klas				7,400

Cour militaire.

Président et Auditeur général	21,000
Substituts de l'Auditeur général.	16,000
Greffier	10,000
Greffiers adjoints	8,000

Conseils de Guerre.

	1 ^{re} classe	2 ^e classe.	3 ^e classe.
Auditeurs militaires	13,000	13,000	11,000
Substituts des Auditeurs militaires sans distinc- tion de classes		10,000	
Greffiers	8,800	8,300	8,000
Greffiers adjoints.	6,700	6,400	6,100

ART. 2.

Les augmentations périodiques des traitements des magistrats, des référendaires et des greffiers fixées à 300 francs dans les lois du 21 juillet 1899, du 5 décembre 1903, du 11 mai 1910, du 3 mai 1912 et du 15 novembre 1918, sont portées à 400 francs.

ART. 3.

Les mots « les traitements des référendaires et des référendaires adjoints des tribunaux de commerce » sont ajoutés au premier alinéa de l'article 1^{er} de la loi du 21 juillet 1899, après les mots « des conseils des guerre ».

Les mots « aux référendaires et référendaires adjoints des tribunaux de commerce » sont ajoutés dans le n° 2 du même article, après les mots « près les conseils de guerre ».

Les magistrats pourront compter, pour la fixation des augmentations périodiques de leurs traitements, les années de service qu'ils ont passées en qualité de greffier ou de greffier adjoint

Krijsgerechtshof.

Voorzitter en Auditeur generaal.	21,000
Substituut-Auditeur generaal	16,000
Griffier	10,000
Toegevoegd griffier	8,000

Krijgsraden.

	1 ^e klas.	2 ^e klas.	3 ^e klas.
Krijgsauditeur.	15,000	13,000	11,000
Substituut krijgsauditeur zonder onderscheid van klas		10,000	
Griffier.	8,800	8,300	8,000
Toegevoegd griffier	6,700	6,400	6,100

ART. 2.

De periodieke verhooging der jaarwedde van magistraten, referendarissen en griffiers, bij de wetten van 21 Juli 1899, 5 December 1903, 11 Mei 1910, 3 Mei 1912 en 15 November 1918 op 300 frank bepaald, wordt tot 400 frank opgevoerd.

ART. 3.

De woorden « de jaarwedden der referendarissen en der toegevoegde referendarissen van de rechtbanken van koophandel » worden ingevoegd in het eerste lid van het 1^{ste} artikel der wet van 21 Juli 1899, na de woorden « bij de krijgsraden ».

De woorden « aan de referendarissen en toegevoegde referendarissen der rechtbanken van koophandel » worden ingevoegd in n° 2 van hetzelfde artikel, na de woorden « bij de krijgsraden ».

De magistraten kunnen, ter berekening van de periodieke verhooging hunner wedde, de dienstjaren doen gelden, gedurende welke zij vóór het in werking treden van de wet van 11 Mei

dans un tribunal de commerce avant la mise en vigueur de la loi du 11 mai 1910.

ART. 4.

Les traitements des magistrats, des référendaires et des greffiers en fonctions le 1^{er} octobre 1919, seront réglés à partir de cette date, conformément aux dispositions qui précèdent.

ART. 5.

L'article 152 de la loi du 18 juin 1869 sur l'organisation judiciaire est complété par la disposition suivante, qui formera un second alinéa :

« Dans les tribunaux de première instance de première et de seconde classe, il peut y avoir un, deux ou plusieurs premiers substituts qui, sous l'autorité du procureur du Roi, participent plus spécialement à la direction du parquet. Le Roi en détermine le nombre d'après les besoins du service. Les premiers substituts sont désignés par le Roi sur la présentation du procureur du Roi pour un terme de trois ans; leur désignation peut être renouvelée. »

ART. 6.

L'article 204 de la loi du 18 juin 1869 sur l'organisation judiciaire est remplacé par la disposition suivante :

« En cas d'absence ou d'empêchement, le procureur général est remplacé par l'avocat général qu'il a désigné à cette fin, et, à défaut de désignation, par le plus ancien avocat général.

» En cas d'absence ou d'empêchement,

1910, als griffier of als toegevoegd griffier bij eene rechtbank van koop-handel werkzaam zijn geweest.

ART. 4.

De jaarwedden van magistraten, referendarissen en griffiers, die op 1 October 1919 in dienst zijn, worden geregeld overeenkomstig de vorige bepalingen, met ingang van dien dag.

ART. 5.

Aan artikel 152 der wet van 18 Juni 1869 op de rechterlijke inrichting wordt, als tweede lid, de volgende bepaling toegevoegd :

« Aan de rechtbanken van eersten aanleg der eerste en der tweede klasse, kunnen één, twee of meer eerste substituten verbonden zijn die, onder het gezag van den procureur des Konings, meer in het bijzonder deel nemen aan het bestuur van het parket. De Koning bepaalt hun aantal volgens de behoeften van den dienst. De eerste substituten worden, op de voordracht van den procureur des Konings, door den Koning aangesteld voor een tijd van drie jaar; deze aanstelling kan worden hernieuwd. »

ART. 6.

Artikel 204 der wet van 18 Juni 1869 op de rechterlijke inrichting wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Bij afwezigheid of belet, wordt de procureur generaal vervangen door den door hem daartoe aan te wijzen advocaat generaal en, zoo er geene werd aangewezen, door den oudsten advocaat-generaal.

» Bij afwezigheid of belet, wordt de

» le procureur du Roi est remplacé par
 » le premier substitut ou le substitut
 » qu'il a désigné à cette fin et, à défaut
 » de désignation, par le plus ancien
 » premier substitut et, s'il n'y a pas de
 » premier substitut, par le plus ancien
 » substitut. »

ART. 7.

L'article 10 de la loi du 18 juin 1869 sur l'organisation judiciaire, concernant les commis-greffiers des justices de paix, est complété ainsi qu'il suit : « leur nombre ne peut dépasser celui des juges suppléants ».

ART. 8.

Le premier alinéa de l'article 11 de la loi du 18 juin 1869 sur l'organisation judiciaire est remplacé par les dispositions suivantes :

« Dans les justices de paix de première et de deuxième classe, nul ne
 » peut être nommé greffier, s'il n'est
 » âgé de 25 ans accomplis et s'il n'est
 » docteur en droit ou s'il n'a rempli
 » pendant cinq ans les fonctions de
 » greffier adjoint, de commis-greffier
 » ou d'employé directement rétribué
 » par le Trésor public dans une cour,
 » un tribunal de première instance ou
 » de commerce ou une justice de paix.

» Dans les justices de paix de troisième et de quatrième classe nul ne
 » peut être nommé greffier s'il n'est
 » âgé de 25 ans accomplis.

ART. 9.

L'article 157 de la loi du 18 juin 1869

» procureur des Konings vervangen
 » door den eersten substituut of den
 » door hem daartoe aan te wijzen substituant, en, zoo er geene werd aangewezen, door den oudsten eersten substituut, en, zoo er geen eerste substituut is, door den oudsten substituant. »

ART. 7.

Artikel 10 der wet van 18 Juni 1869 op de rechterlijke inrichting, betreffende de griffiersklerken der vrederegerechten wordt als volgt aangevuld : « hun aantal mag dat van de plaatsvervangende rechters niet overschrijden ».

ART. 8.

Het eerste lid van artikel 11 der wet van 18 Juni 1869 op de rechterlijke inrichting wordt door de volgende bepalingen vervangen :

« In de vrederegerechten der eerste en
 » der tweede klasse, kan niemand tot
 » griffier worden benoemd, indien hij
 » niet ten volle den ouderdom van
 » 25 jaar heeft bereikt en indien hij
 » niet gedurende vijf jaar het ambt
 » heeft vervuld van toegevoegd griffier,
 » van griffiersklerk of van rechtstreeks
 » door de Openbare Schatkist bezoldigde beambte bij een hof, een rechtbank van eersten aanleg of van koophandel of een vrederecht.

» In de vrederegerechten der derde en
 » der vierde klasse kan niemand tot
 » griffier worden benoemd, indien hij
 » niet ten volle den ouderdom van
 » 25 jaar heeft bereikt ».

ART. 9.

Artikel 157 der wet van 18 Juni 1869

sur l'organisation judiciaire est remplacé par les dispositions suivantes :

« Il y a dans chaque parquet un » secrétaire; il peut y avoir en outre » des secrétaires adjoints, des employés » et des messagers; le nombre en est » fixé par le Ministre de la Justice.

» Le Ministre de la Justice détermine les conditions d'âge et de capacité que les secrétaires et les employés » doivent remplir et fixe leurs traitements ainsi que ceux des messagers.

» Les secrétaires et secrétaires adjoints sont nommés par le Roi sur » une liste double de candidats présentés par les procureurs généraux » ou les procureurs du Roi; ils peuvent » être suspendus de leurs fonctions par » le chef du parquet et sont démissionnés et révoqués par le Roi.

» Les employés et les messagers sont » nommés par les procureurs généraux » ou les procureurs du Roi; ils sont » suspendus, démissionnés et révoqués » par ces magistrats. Les employés » dont la nomination remonte à deux » ans au moins peuvent, dans les dix » jours de la notification de leur démission ou de leur révocation, appeler de » la décision auprès du Ministre de la » Justice. Jusqu'à ce qu'il soit statué » sur l'appel, l'employé reste en état » de suspension.

» Les employés très méritants dont » la nomination dans un parquet remonte à vingt ans au moins, peuvent, » sur la proposition du procureur » général ou du procureur du Roi, » être nommés secrétaires adjoints à » titre personnel. Ils devront réunir » les mêmes conditions de capacité que » les secrétaires adjoints à titre effectif; » ils remplaceront ceux-ci sans nomi-

op de rechterlijke inrichting wordt door de volgende bepalingen vervangen :

« Aan elk parket is een secretaris » verbonden; daarenboven kunnen er » toegevoegde secretarissen, beambten » en boden aan verbonden zijn; hun » aantal wordt door den Minister van » Justitie bepaald.

» De Minister van Justitie bepaalt de » voorwaarden waaraan de secretarissen » en de beambten, wat ouderdom en » bekwaamheid betreft, moeten vol- » doen; hij bepaalt ook hunne wedden » evenals die van de boden.

» De secretarissen en toegevoegde » secretarissen worden benoemd door » den Koning op eene dubbellijst van » kandidaten, voorgedragen door den » procureur-generaal of den procureur » des Konings; zij kunnen door het » hoofd van het parket uit hun ambt » worden geschorst en worden door » den Koning ontslagen en afgezet.

» De beambten en de boden worden » benoemd door den procureur-generaal » of door den procureur des Konings; » zij worden door deze magistraten » geschorst, ontslagen en afgezet. De » sedert ten minste twee jaar benoemde » beambten kunnen, binnen de tien » dagen na de kennisgeving van hun » ontslag of van hunne afzetting, van » deze beslissing in hooger beroep » gaan bij den Minister van Justitie. » De beambte blijft geschorst, tot dat » over het beroep uitspraak is gedaan.

» De zeer verdienstelijke beambten, » sedert ten minste twintig jaar in een » parket benoemd, kunnen, op de voordracht van den procureur-generaal of » van den procureur des Konings, » benoemd worden tot toegevoegd » secretaris ten persoonlijken titel. Zij » moeten, wat bekwaamheid betreft, » aan dezelfde voorwaarden voldoen » als de werkelijke toegevoegd-secretaris.

» nation nouvelle, au fur et à mesure
» des vacances qui se produiront. »

ART. 10.

Les dispositions suivantes sont ajoutées à la loi du 18 juin 1869 sur l'organisation judiciaire :

« Dans les justices de paix, les tribunaux de première instance et de commerce et les Cours d'appel, les employés très méritants, directement rétribués par le Trésor public depuis vingt ans au moins, peuvent être nommés par le Roi greffiers adjoints à titre personnel, sur l'avis conforme du greffier, du référendaire ou du greffier en chef et du juge de paix, du président du tribunal ou du premier président de la Cour. Ils devront réunir les conditions de capacité exigées des greffiers adjoints effectifs; dans les Cours d'appel les conditions seront celles exigées des greffiers adjoints des tribunaux de première instance de première classe. Leur traitement ne pourra pas être inférieur à celui dont ils jouissent en qualité d'employés, majoré de 500 francs.

» Les greffiers adjoints à titre personnel peuvent être suspendus de leurs fonctions par le greffier, le référendaire ou le greffier en chef; ils sont démissionnés et révoqués par le Roi. Ils remplaceront sans nomination nouvelle les greffiers adjoints effectifs au fur et à mesure des vacances qui se produiront.

» Dans la Cour de cassation, les employés au greffe très méritants, directement rétribués par le Trésor public

» rissen; zij vervangen deze laatsten, zonder nieuwe benoeming, naar gelang plaatsen openvallen. »

ART. 10.

De volgende bepalingen worden toegevoegd aan de wet van 18 Juni 1869, op de rechterlijke inrichting :

« In de vredegerichten, de rechtbanken van eersten aanleg en van koop-handel en in de Hoven van beroep, kunnen de zeer verdienstelijke beambten, sedert ten minste twintig jaar rechtstreeks door de Openbare Schatkist bezoldigd, door den Koning tot toegevoegd griffier ten persoonlijken titel benoemd worden, op eensluidend advies van den griffier, den referendaris of den hoofdgriffier en van den vrederechter, den voorzitter der rechtbank of den eersten voorzitter van het Hof. Zij moeten wat bekwaamheid betreft, volkloen, aan de voorwaarden die voor de werkelijke toegevoegd-griffiers zijn vereischt; in de Hoven van beroep zijn de voorwaarden dezelfde als die, vereischt voor de toegevoegd-griffiers bij de rechtbanken van eersten aanleg der eerste klasse. Hunne jaarwedde kan niet lager zijn dan die, welke zij genoten als beambte, vermeerderd met 500 frank.

» De toegevoegd-griffiers ten persoonlijken titel kunnen uit hun ambt geschorst worden door den griffier, den referendaris of den hoofdgriffier; zij worden ontslagen en afgezet door den Koning. Zij vervangen zonder nieuwe benoeming de werkelijke toegevoegd-griffiers naar gelang plaatsen openvallen.

» In het Hof van cassatie kunnen de zeer verdienstelijke griffie-beambten, sedert ten minste twintig jaar recht-

» depuis vingt ans au moins, peuvent,
 » sur l'avis conforme du greffier en chef
 » et du premier président, être nommés
 » par le Roi employés principaux. Ces
 » employés peuvent être suspendus de
 » leurs fonctions par le greffier en chef;
 » ils sont démissionnés et révoqués par
 » le Roi. »

ART. 11.

Par dérogation au décret du 30 janvier 1844 et à la loi du 19 avril 1892, les traitements des messagers des Cours d'assises, des tribunaux de première instance et de commerce et des parquets de première instance seront à la charge de l'Etat à partir du 1^{er} juillet 1920.

Donné à Bruxelles, le 14 mars 1920.

» streeks door den Openbare schatkist
 » bezoldigd, op eensluidend advies van
 » den hoofdgriffier en van den eersten
 » voorzitter, door den Koning tot eer-
 » staanwezend beambte worden be-
 » noemd. Deze beambten kunnen uit
 » hun ambt geschorst worden door den
 » hoofdgriffier; zij worden ontslagen
 » en afgezet door den Koning. »

ART. 11.

Met afwijking van het decreet van 30 Januari 1844 en van de wet van 19 April 1892, komen de wedden der boden van de Hoven van assisen, van de rechtbanken van eersten aanleg en van koophandel en van de parketten van eersten aanleg met ingang van 1 Juli 1920 ten laste van den Staat.

Gegeven te Brussel, den 11^{en} Maart 1920.

ALBERT.

PAR LE ROI :

Le Ministre de la Justice,

VAN 'S KONINGS WEGE :

De Minister van Justitie,

E. VANDERVELDE.